
[Indonésie : Comment la pandémie renforce l'immunité pour l'oligarchie des sociétés minières et ouvre la voie à une dictature](#)

Cet article met en évidence quatre tendances qui révèlent comment l'industrie minière continue de profiter de la pandémie de Covid-19 tout en poursuivant son intervention destructrice dans tout l'archipel. Tandis que les oligarques des multinationales prennent en otage la démocratie en perpétuant les situations d'urgence, une nouvelle dictature est en train de s'installer sous l'étendard du capitalisme minier.

[\(Cet article est également disponible en Bahasa-Indonésie\)](#)

Tandis que chacun peine à prendre soin de sa propre santé, de nombreuses entreprises profitent des mesures prises par les gouvernements pour faire face à l'épidémie de Covid-19, en particulier les sociétés minières.

En Indonésie, en 2018, il y avait 8 588 permis d'exploitation minière. Les six plus grandes provinces concernées par ces activités minières sont le Kalimantan du Sud, le Kalimantan oriental et le Sumatra du Sud – où l'on trouve principalement des permis d'exploitation de mines de charbon – et le Sulawesi du Sud, le Sulawesi central et les îles Bangka Belitung – où dominent d'autres ressources minérales telles que l'étain, le cobalt et le nickel. L'exploitation minière est devenue l'une des principales causes de déforestation dans le pays, et elle s'impose dans un nombre de plus en plus important de territoires, y compris dans des zones dites protégées. L'expansion minière est également liée à la demande croissante dans le monde entier d'une transition vers une économie « propre » et « verte », notamment dans les zones industrielles de production de batteries et d'autres technologies associées. L'exploitation minière est également à l'origine de conflits sociaux constants et souvent violents, et de destructions.

Pour les magnats de l'industrie minière en Indonésie, la pandémie de Covid-19 a fourni de nombreuses opportunités de réaliser des profits et de pousser à une réglementation destructrice à leur propre avantage. Ceux-ci représentent des risques plus importants pour les défenseurs de la Terre – qui étaient déjà constamment confrontés à des menaces – en raison des tactiques plus énergiques qui échappent aux regards (du public).

Premièrement, les sociétés minières exposent délibérément les travailleurs et les communautés aux dangers de la pandémie en poursuivant leurs activités commerciales en profitant de l'étiquette « entreprise essentielle ».

Les communautés qui vivent autour et/ou près des mines sont inquiètes. La société PT. Dairi Prima Mineral (PT. DPM) à Dairi, dans le Sumatra du Nord, poursuit ses activités et fait venir des travailleurs de l'extérieur de la région, ce qui suscite de l'anxiété dans les communautés vivant à proximité. De même, à Banyuwangi, dans le Java oriental, malgré les protestations persistantes des communautés, l'exploitation minière aurifère de PT. Bumi Suksesindo (PT. BSI) est toujours active. En fait, après avoir exploité et détruit le mont Tumpang Pitu, PT. BSI s'intéresse désormais au mont Salakan (encore) préservé.

De même, les activités de la zone industrielle de production de batteries à Morowali, Sulawesi central, du parc industriel IMIP (Indonesia Morowali Industrial Park) et du parc industriel IWIP (Indonesia Weda Bay Industrial Park) à Halmahera, dans les Moluques du Nord, se poursuivent malgré les controverses. Le ministre chargé de la coordination des Affaires maritimes et des Investissements, Luhut Binsar Panjaitan, continue de faciliter l'entrée dans le pays de travailleurs chinois qui viennent travailler en Indonésie.

Mais ce ne sont pas seulement les habitants et les communautés proches qui sont touchés, c'est la classe ouvrière dans son ensemble qui est également devenue victime de cette politique. On a trouvé des travailleurs infectés, par exemple, sur les navires de Bangka utilisés pour les activités d'extraction d'étain de PT Timah dans la province de Bangka Belitung ; le complexe minier de la compagnie charbonnière géante Kaltim Prima Coal (PT. KPC) ; la grande exploitation aurifère d'Indo Muro Kencana à East Kutai, dans le Kalimantan central ; dans la « province minière » de North Maluku, l'un des centres d'extraction de nickel et où se trouve l'un des principaux complexes industriels de batteries de véhicules électriques en Indonésie. (1)

À Mimika, en Papouasie, la situation des travailleurs des mines d'or et de cuivre de PT Freeport Indonesia (FI) est encore plus préoccupante. Officiellement, pas moins de 150 cas positifs de Covid-19 (2) ont été identifiés, parmi lesquels des membres de familles de travailleurs. (3)

Le gouvernement régional, à travers la régence de Mimika Regent, le syndicat des travailleurs de la chimie, de l'énergie et des mines (SP-KEP) et la Confédération des syndicats de travailleurs de toute l'Indonésie (SPSI), ont exigé dès le début de l'épidémie que les activités minières soient suspendues. Ils font valoir que forcer les travailleurs à rester dans la zone minière dans des conditions de travail insalubres est un type d'esclavage et un acte d'indifférence flagrante envers la vie et la sécurité des travailleurs.

En 2018, PT FI a enregistré 1,28 milliard USD (18 000 milliards IDR) de bénéfice. Les salaires cumulés des treize commissaires et directeurs de PT FI s'élèvent à 4,9 millions USD (70 milliards IDR), un montant équivalent au budget total des autorités de la régence de Tangerang à Java, pour gérer la pandémie de Covid-19 : 4,9 millions USD (70 milliards IDR).

La clause 113 de la loi sur l'exploitation houillère et les ressources minérales (loi Minerba), qui régit la possibilité d'interrompre temporairement les opérations en raison de situations d'urgence, y compris d'épidémies, n'a jusqu'à présent pas été appliquée pour protéger les communautés et les travailleurs des mines.

La terre, l'eau, l'air, les forêts et la santé sont essentiels. Les mines ne le sont pas.

Deuxièmement, les sociétés minières continuent d'infliger une violence organisée aux communautés et aux défenseurs de la Terre, qui sont à l'avant-garde de la résistance malgré la pandémie.

Chaque année, le rythme des violences contre les communautés et les défenseurs de la Terre en Indonésie continue d'augmenter. Selon les données enregistrées par le Réseau indonésien de défense contre les mines (JATAM), il y a eu 71 conflits miniers de 2014 à 2019, et 40 cas de criminalisation de citoyens et de défenseurs de l'environnement, dans lesquels 210 personnes ont été criminalisées. (4)

Les assassinats, les agressions, la criminalisation, l'intimidation et la terreur font partie des actes de

violence organisée qui sévissent dans le secteur minier et sont le fait de toute une série d'acteurs, parmi lesquels les forces de sécurité officielles et les responsables des entreprises, ou des acteurs rémunérés par les entreprises, comme des hommes de main par exemple.

Ces violences se poursuivent pendant le confinement en Indonésie, un certain nombre d'incidents ayant été enregistrés. Dans la régence de Banyuwangi, dans l'est de Java, des membres de communautés ont installé des tentes, du mont Tumpang Pitu au mont Salakan, pour protester contre PT BSI, depuis la fin de 2019 jusqu'au début de la pandémie de Covid-19. Ils ont subi deux attaques physiques consécutives visant à les obliger à démonter leurs tentes, perpétrées par des mercenaires de l'entreprise, la police et l'armée nationale indonésienne, les mesures d'urgence liées pandémie servant de prétexte. Cela s'est produit alors que les activités minières se poursuivaient sans aucune complication.

Dans les montagnes karstiques du Kendeng, dans les régions de Pati et Rembang, dans le centre de Java, des femmes qui organisaient des manifestations pacifiques contre onze exploitations minières de calcaire illégales ont subi les intimidations d'hommes qui travaillent pour la mine. On sait que les activités de ces mines sont liées à la filière controversée du ciment, à savoir PT Semen Indonesia (PT SI). Les activités de PT SI sont situées dans le bassin hydrogéologique et les écosystèmes karstiques, et menacent l'eau destinée à l'agriculture et l'alimentation des populations locales.

La même chose s'est produite à Samboja, dans la régence de Kutai Kartanegara, dans le Kalimantan oriental. Des habitants en colère ont brûlé des excavatrices de charbon pour arrêter les opérations. (5) Cela a été fait parce que les machines avaient atteint le bord du réservoir de Samboja, qui est la principale source d'irrigation agricole pour les habitants de Kutai Kartanegara. Les habitants ont été victimes d'intimidations par des hommes de main soupçonnés d'être soutenus et protégés par la police.

Ironiquement, ces événements se sont produits exactement au moment où le président Jokowi a lancé un appel aux médias pour demander aux gens d'assurer leur sécurité alimentaire dans les diverses régions, afin d'anticiper les déficits alimentaires dus aux changements climatiques et à la pandémie. Un pseudo-appel tout à fait contradictoire.

La classe ouvrière est également la cible de cette violence organisée. Un certain nombre de travailleurs qui manifestaient contre le complexe industriel IWIP à Halmahera, lors de la célébration de la Journée internationale des travailleurs (1er mai 2020) ont été arrêtés. Ces arrestations ont déclenché une vague de solidarité à travers le pays jusqu'à aujourd'hui. (6)

Une série de tactiques dangereuses et menaçantes ont émergé dans le contexte de cette « urgence civile » autour de la pandémie de Covid-19. Le *Kapolri* (le chef des responsables de la police nationale) a diffusé une lettre télégramme visant à prendre des mesures pour renforcer la cybersécurité et la sécurité physique, parmi lesquelles la mobilisation de centaines de milliers de policiers et de militaires pour imposer la « nouvelle normalité ». Cela représente une énorme menace pour la liberté, la démocratie civile et même les luttes environnementales.

La perpétuation d'une situation d'urgence peut ouvrir la voie à une dictature qui étendra la violence organisée contre la société.

Troisièmement, les sociétés minières se présentent sans vergogne comme des héros pendant la pandémie. Les dons, la logistique médicale et les équipements médicaux tentent de dissimuler leurs sales pratiques minières.

À la fin-mars 2020, l'Association indonésienne des producteurs de charbon (APBI) a fait don de 540 milliards IDR (plus de 38 millions USD) qu'elle a collectées auprès des sociétés charbonnières de l'APBI, telles qu'Adaro et le conglomérat d'entreprises Bakrie Group (PT Kaltim Prima Coal & PT Arutmin Indonesia). Dans le même temps cependant, ces mêmes sociétés charbonnières abandonnaient les puits d'extraction les plus toxiques, apparaissaient comme les épicrocentres de conflits avec les habitants et les peuples autochtones à proximité, et connaissaient même divers scandales financiers et fiscaux.

Presque toutes les sociétés minières les plus connues gèrent des programmes de responsabilité sociale des entreprises (RSE) et ont fourni de l'aide et de l'argent pour aider les populations pendant la pandémie, notamment sous la forme d'équipements de protection individuelle, d'aliments de base, d'installations de lavage des mains ou de kits de test d'écouvillonnage. (7)

Pourtant, certaines de ces mêmes sociétés minières et de fabrication de batteries électriques, à savoir PT Huayue Cobalt Co. Ltd, PT HPAL, PT Tsing Shan et Brunp Recycling Technology, avaient engagé, dès avant la pandémie, un processus de demande d'autorisation pour l'élimination de stériles ou déchets miniers en haute mer. Ces sociétés prévoient d'éliminer leurs déchets miniers dans les eaux de l'île d'Obi, dans la province des Moluques du Nord, et dans les eaux de Morowali, dans la province centrale du Sulawesi central. (8) Cette opération entraînera la destruction des moyens de subsistance des populations vivant sur le littoral, des pêcheurs et des peuples autochtones des petites îles, ainsi que de la diversité du triangle corallien.

Le ministère de la Coordination maritime, qui supervise la planification de cette activité, a présenté ces industries minières comme des héros qui se sont levés pour aider l'Indonésie en cette période difficile de la pandémie de Covid-19, afin de promouvoir l'industrie minière.

Ce sont des stratégies de marketing politique.

Quatrièmement, pendant la pandémie, les sociétés minières ont reçu des avantages qui garantissent leur sécurité et leur confort, suppriment le contrôle public et facilitent l'octroi d'autorisations d'investissement minier.

Le sauvetage des sociétés minières a commencé par l'extension des incitations grâce au règlement du ministre des Finances (PMK) n° 23/2020, Incitation fiscale destinée aux contribuables touchés par l'épidémie de coronavirus, en mars 2020, qui porte sur les divers produits relevant de la chaîne de production minière. Le règlement a ensuite été étendu, passant de onze secteurs à dix-neuf secteurs par le biais du PMK n° 44/2020, en avril 2020.

L'élargissement des incitations fournies par Sri Mulyani, le ministre des Finances, comportait des avantages portant sur les taxes à l'exportation et à l'importation et des facilités pour les destinations d'import-export (KITE) et sur les acomptes provisionnels de l'impôt sur les sociétés. Grâce à ces incitations, jusqu'à 35 000 milliards IDR (près de 2,5 milliards USD) (9) d'argent public sont transférés aux sociétés minières.

Utilisant la pandémie de Covid-19 comme prétexte, en février et mars 2020, plusieurs institutions, telles que la Chambre indonésienne de commerce et d'industrie (KADIN), les associations de producteurs de charbon comme l'ICMA et l'APBI ainsi que le ministère de l'Énergie et des Ressources minérales (ESDM), ont tenté d'annuler l'obligation d'utiliser des navires nationaux pour les exportations de charbon afin d'encourager les exportations. Même si cette obligation est régie par le règlement n° 82/2017 du ministère du Commerce (Permendag), elle est en vigueur depuis le

Ensuite, en mars et avril 2020, l'Association indonésienne des producteurs de nickel (APNI) a également exhorté le gouvernement à faciliter les exportations de nickel à faible teneur, même si elle était interdite depuis janvier 2020, car ces exportations devaient respecter la réglementation sur l'aval de l'industrie minière en traitant le minerai au niveau national. (11)

Fin mai 2020, le directeur exécutif de l'Association indonésienne des producteurs de charbon (APBI), Hendra Sinadia, a même osé soumettre au gouvernement une demande d'assouplissement du paiement des royalties sur le charbon, au motif que la pandémie avait fait baisser les prix des matières premières en raison de l'offre excédentaire sur le marché. L'APBI a demandé au gouvernement de modifier sa réglementation pour assurer la sécurité des sociétés charbonnières. (12)

En plus de cela, cette déréglementation en faveur de l'industrie minière et charbonnière, présentée sous la forme du Projet de loi sur l'emploi (Ciptaker Bill) et de la Révision de la loi sur l'exploitation houillère et les ressources minérales (loi Minerba), représente un opportunisme complètement insensé. Accompagnés de plusieurs incitations, les deux textes sont avantageux pour les industries minières et l'industrie mortifère du charbon. Le débat a déclenché des protestations qui, malgré la pandémie, se poursuivent.

La loi Minerba révisée supprime également l'article 165 concernant les actes criminels et les sanctions contre la corruption des fonctionnaires. Elle propose une définition légale de territoire minier qui permet une taille illimitée de la zone minière, avec extension automatique, sans aucune enchère ni possibilité de réduire la superficie d'une gigantesque compagnie charbonnière. L'extension automatique concerne plusieurs sociétés charbonnières dont les permis expireront bientôt, comme PT Kaltim Prima Coal (KPC), Arutmin, Adaro, Kideco Jaya Agung, Berau Coal et Multi Harapan Utama (MHU). La déréglementation de l'industrie minière est discutée sous la forme de politiques garantissant la sécurité et la tranquillité de l'industrie, sans aucune considération pour la sécurité et les droits des personnes et/ou de la nature.

Ces quatre modèles et tendances montrent comment l'industrie minière continue de bénéficier de la pandémie tout en détruisant l'immunité sociale écologique dans tout l'archipel indonésien.

Immunité de l'oligarchie et nouvelle dictature

Derrière cette activité minière, il y a le contrôle et l'accumulation de profits qui concentreront plus de richesse et de pouvoir aux mains des oligarques miniers. C'est leur immunité qui se renforce de plus en plus.

Derrière toute une série de sociétés charbonnières géantes qui ont bénéficié de la loi sur les ressources minérales et le charbon (loi Minerba), comme PT Adaro Indonesia, se trouvent les noms des familles Thohir, Garibaldi ou Boy Thohir, qui contrôlent les sociétés. Pendant ce temps, Erick Thohir est devenu ministre des Entreprises publiques. Le silence du ministre Erick Thohir concernant la prolongation automatique des concessions des sociétés minières, lié aux activités de sa famille, a introduit un conflit d'intérêts qui affecte les derniers scrutins électoraux dans le pays. De même, PT Arutmin et PT Kaltim Prima Coal (KPC) ont obtenu du « sang frais » et une nouvelle immunité grâce à la révision de la loi Minerba. Et de cette façon, la série de va-et-vient entre public et privé et la corruption se poursuit.

L'argent public n'est pas utilisé pour renforcer l'immunité écologique et sociale des différents sites miniers, mais au contraire pour renforcer l'immunité de l'oligarchie industrielle en accordant des subventions, des incitations et des plans de sauvetage aux sociétés minières. Au final, c'est l'immunité sociale et écologique qui va considérablement s'amenuiser, et inversement, l'immunité des oligarchies corporatives qui va augmenter rapidement. **Cette immunité s'appuie sur la mobilisation de la violence organisée au nom de la lutte contre les effets de la pandémie de Covid-19 et du discours sur la « nouvelle normalité ».**

Si la situation arrive à ce point, nous devrions tous craindre que les oligarques industriels prennent en otage la démocratie en perpétuant les situations d'urgence. Une telle situation permettra à une nouvelle dictature de s'installer – **une dictature sous l'étendard du capitalisme minier.**

Cet article a été écrit à l'occasion de la Journée d'opposition à l'exploitation minière (Hari Anti-Tambang) du 29 mai 2020 et de la Journée de l'environnement du 5 juin 2020.

*Merah Johansyah Ismail,
Coordinateur du Réseau indonésien de défense contre les mines (Jaringan Advokasi Tambang - JATAM)*

- (1) Babelpos, [Satu Warga Desa Payung Positif Covid-19, Klaster Kapal Keruk PT Timah](#), juin 2020 ; Akurasi, [Duduk Perkara Karyawan KPC Positif Corona Sepulang dari India, Keluarga Masuk Pemantauan](#), avril 2020 ; Kalimantan, [7 Pekerja Tambang di Kalimantan Timur positif Covid-19](#), juin 2020 ; ProSampit, [Empat Karyawan PT IMK Positif Covid-19, mai 2020](#) ; MalutPost, [23 Karyawan Tambang di Malut Positif Corona](#), juin 2020
- (2) The Jakarta Post, [Freeport cuts workforce at Grasberg mine as coronavirus cases in area rise](#), mai 2020
- (3) Detik News, [124 Pekerja Freeport di Papua Positif Corona, 2 Orang Meninggal](#), mai 2020
- (4) Tirto, [Selama Periode Awal Jakowi Ada 71 Konflik Tambang, kata Jatam](#), janvier 2020
- (5) Kaltimkece, [Gali Perkara di Tengah Corona, Warga Bakar Alat Berat, Penambang Balik Mengancam](#), avril 2020
- (6) SPNews, [Buruh Kritis Terhadap Perusahaan Tambang Ditangkap Polisi](#), mai 2020
- (7) TribunKaltim, [Indo Tambangraya Megah dan Semua Anak Usaha Spontan Meringankan Beban Masyarakat Akibat Covid-19](#), mai 2020 ; Republika [Pengusaha China Sumbang Indonesia Alkes Tangani Covid-19](#), mars 2020
- (8) Mongabay, [Jatam dan Kiara: Pemerintah, Jangan Izinkan Perusahaan Buang Tailing ke Laut](#), mars 2020
- (9) OkeFinance, [Revisi PMK Nomor 23, Sri Mulyani Beri Insentif Rp35 Triliun untuk 18 sektor Industri](#), avril 2020
- (10) Investor Daly, [APBI Minta Pemerintah Evaluasi Kebijakan Kapal Nasional](#), Mei 2020
- (11) AP3I, [Ada Corona, Penambang Nikel Minta Keran Ekspor Kembali Dibuka](#), avril 2020
- (12) Ekonomi, [Pengusaha Batu Bara Minta Relaksasi Pembayaran Royalti](#), mai 2020

[\(Cet article est également disponible en Bahasa-Indonésie\)](#)